

Analyses 2009



**Au Pérou, luttes inégales entre
les entreprises minières
et les communautés paysannes**

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

Au Pérou, luttes inégales entre les entreprises minières et les communautés paysannes

La Pajuela. Ce petit hameau de 50 habitants est situé à 3500 mètres d'altitude, dans la région minière de Cajamaraca, au nord du Pérou. Don Felipe nous accueille afin de partager avec nous les conditions de vie vécues par les villageois depuis l'installation de l'entreprise minière Yanacocha qui extrait de l'or¹ dans leur voisinage. A moins de 20 mètres de la maison de Don Felipe, légèrement en hauteur, passe la route en sable et gravier construite afin de permettre aux camions de Yanacocha d'assurer leur ballet entre le camp de base et le lieu d'exploitation, au rythme effréné de 365 jours par an, et 24h sur 24. En période sèche, la poussière soulevée par les roues vient se loger dans les cultures de pomme de terre et de yuca que les paysans essaient vainement de faire pousser. Le bruit incessant des moteurs de camion vient désormais rythmer les journées. « Nous sommes surtout inquiets pour la sécurité de nos enfants qui risquent à chaque fois de se faire écraser quand ils traversent la route afin de se rendre d'une partie de nos terres à une autre ».

Mais ce ne sont pas là les impacts les plus graves pour la survie de cette communauté andine. Yanacocha a fait installer plusieurs canaux d'évacuation d'eaux usagées, contenant des substances comme le mercure, qui est utilisé dans le traitement extractif aurifère. « Quand nous nous approchons trop près de ces tubes, nous avons les yeux qui piquent et des maux de ventre », nous assure Don Felipe. L'approvisionnement en eau est aussi un grave problème qui se pose aux paysans depuis l'arrivée de l'entreprise minière en 1995. Peu à peu, les truites qui peuplaient l'unique rivière ont déserté les lieux. Les ingénieurs de Yanacocha venus sur place après avoir été interpellés par Don Felipe ont simplement répondu aux villageois « qu'elles avaient dû partir ailleurs », et d'ajouter « mais au cas où, évitez quand même de boire cette eau ».

Cet or bleu permettait pourtant aux villageois de disposer d'eau potable, aux bêtes de s'abreuver et d'assurer surtout l'irrigation des champs. A l'heure qu'il est, aucun laboratoire n'a pu prouver la contamination de cette rivière. Dans la loi péruvienne, ce sont les personnes affectées qui doivent fournir la preuve de la pollution. Cela reste hors de prix, d'autant que la communauté a déjà dû consentir un important investissement pour l'achat d'un van. En effet, Don Felipe doit désormais faire 4 heures de route chaque semaine afin d'aller chercher de l'eau potable dans la ville de Cajamarca.

Un peu plus bas dans la vallée, nous nous trouvons à El Porcón, communauté de 400 habitants. Don Séférino, le leader du mouvement de contestation nous accueille au sein de l'assemblée hebdomadaire des villageois. Au menu de la discussion, un contentieux avec l'entreprise minière Yanacocha qui dure depuis maintenant plus de 10 ans. A son arrivée en 1995, Yanacocha a obtenu la propriété d'un terrain entourant des sources d'eau appartenant aux paysans. A cet emplacement, la minière a installé une station de pompage d'eaux souterraines. Après quelques années, les sources ont fini par tarir. « Cela fait des années que nous demandons des réparations à Yanacocha et à l'Etat central. Mais personne ne nous écoute. » Lasse de tant d'indifférence, la communauté entière est sortie pour protester en septembre 2007 en bloquant pacifiquement la seule route reliant l'importante ville de

¹ Yanacocha est un consortium minier formé à 53% par Newmont (Etats-Unis), 42 % Buenaventura (Pérou) et 5 % par la Banque Mondiale.

Cajamarca aux sites miniers. « Il nous semblait que c'était la seule solution afin d'être entendus. D'ailleurs, une table de dialogue a été mise en place par Yanacocha et l'Etat à la suite de cette action ». Mais à quel prix ? Don Seferino et deux autres leaders sont toujours poursuivis par la Justice péruvienne et risquent plusieurs années de prison pour « sabotage des infrastructures vitales pour l'Etat ».

Selon l'ONG *Grufides*, qui développe un travail de soutien aux communautés affectées par les entreprises minières dans la région de Cajamarca, l'Etat central péruvien est responsable de cette situation de tension permanente entre les communautés paysannes indigènes et l'industrie extractive. « Depuis les années 90, le Gouvernement a mis en place une série de lois qui facilitent l'installation des minières, mais sans pour autant exiger d'elles qu'elles respectent des standards sociaux et environnementaux », nous explique Mirtha Vasquez, avocate chez *Grufides*. A cette époque, il s'agissait en effet de faire affluer les capitaux à n'importe quel prix et sans exiger des royalties conséquentes, tant la situation économique du Pérou était désastreuse. « Par la suite, l'État a décrété une série de lois qui permettent de criminaliser toute contestation, même légitime, contre les entreprises minières », ajoute Mirtha Vasquez. Ainsi, le blocage d'une route, fût-ce pacifique, est considéré comme un crime grave « contre le Pérou » et peut entraîner une peine allant jusqu'à 25 ans de prison. « Les juges ne comprennent pas toujours qu'on ne peut pas traiter de la même façon des paysans qui exigent leur droits légitimes et des délinquants », nous fait remarquer Mirtha Vasquez. Á ce climat de judicialisation qui pend comme une épée de Damoclès sur les communautés indigènes exigeant leur droit ancestral à la terre et à l'eau, viennent s'ajouter des menaces à l'intégrité physique de leurs leaders. La veille de notre rencontre avec Don Séférimo à El Porcón, celui-ci subissait des coups et blessures d'individus lui intimant de « cesser ses activités nuisibles ».

Carlos Sanchez, fonctionnaire responsable du Département de développement durable au Gouvernement régional de Cajamarca, n'est pas étonné par cette situation conflictuelle généralisée à l'échelle de la région. Pendant des années, les communautés indigènes ont négocié directement avec Yanacocha et les autres entreprises minières présentes dans la région². Des compromis étaient trouvés et permettaient aux paysans de bénéficier de compensations quand les entreprises leur achetaient des terres ou utilisaient leur eau. « Mais les communautés se sont rapidement rendu compte que les entreprises ne tenaient pas leur parole. Les conflits se sont succédé, et les minières se sont senties débordée de toute part. C'est ainsi que l'Etat, qui n'avait pas l'habitude de se mêler à cela, a été appelé à la rescousse », précise Carlos Sanchez. Mais il est difficile de changer les habitudes. L'État central brille toujours par son incapacité à gérer ces situations mais ne veut néanmoins pas céder sa souveraineté sur cette question au Gouvernement régional. « Si nous avions plus de compétences dans certaines matières, comme par exemple la capacité d'octroyer des concessions minières et des sources d'eau aux entreprises minières, nous pourrions réguler cela avec plus de perspicacité. Nous sommes plus proches du terrain que les fonctionnaires de Lima, il serait normal que nous gérons cela. Une réforme profonde de l'Etat est nécessaire afin d'être au plus près de notre population ».

² Autres consortiums miniers présents dans la région : Goldfield (Afrique du Sud), Anglo-americana (Grande-Bretagne), Minas Congas (Pérou), etc.

Actuellement, 53% du territoire régional est sous concession minière³. Le plus souvent, les communautés ne sont même pas au courant que le sous-sol de leurs terres est vendu à des transnationales minières. Ainsi, l'étonnement est de mise lorsque les avocats s'approchent d'eux pour leur proposer d'acheter leur propriété. Pris au dépourvu, les leaders paysans ne disposent pas de toute l'information et des outils légaux afin de prendre une décision en toute connaissance de chose.

« Je peux vous rapporter des histoires terribles, comme ce vieux monsieur qui avait vendu à Yanacocha ses 30 hectares de terres (où il cultivait des pommes de terre et disposait de bétail) à 250 euros l'unité. Une fois arrivé en ville, il a vite déchanté. Ses richesses rurales ne valaient plus rien dans l'environnement urbain de Cajamarca. Il n'a même pas pu s'acheter un appartement. Pour passer le temps, il cultive désormais des petites plantes en pots sur la terrasse de son appartement de 30m² qu'il loue à un prix considérable », nous glisse Mirtha Vasquez, de *Grufides*.

Si la situation affecte les populations paysannes, le problème se déplace maintenant dans les villes. De nombreux autres projets miniers seront bientôt opérationnels sur les hauteurs de Cajamarca, et affecteront les eaux qui alimentent la capitale régionale. Les conflits qui ont lieu dans les zones rurales risquent ainsi de prendre un caractère plus urbain.

La *Commission Justice et Paix Belgique francophone* souhaite alerter l'opinion publique sur la situation délicate vécue par les habitants de la région de Cajamarca au Pérou. Le Gouvernement belge, via ses programmes de coopération directs et indirects soutient le développement dans cette région andine. Il se doit donc de prêter une attention particulière au contexte socio-politique péruvien actuel afin de pouvoir orienter son aide apportée dans la région. En tant que citoyens européens, nous devons également pouvoir interpeller les entreprises minières européennes qui opèrent sur les sols étrangers, en leur rappelant qu'elles ont une responsabilité sociale et environnementale lorsqu'elles exploitent les sols à des fins lucratives.

Santiago Fischer,
Chargé de projets à Justice et Paix,
Décembre 2009.

³ Le sous-sol du Pérou appartient à l'Etat. Ce dernier accorde des concessions aux entreprises minières afin de l'exploiter.